

Oui



***Pour une croissance
mesurée de
l'administration***

verwaltungsbremse.ch

***Dossier de presse
de la conférence de presse
sur le frein à l'administration
du 12 août 2026 à Berne***

Contenu du dossier de presse :

1. Communiqué de presse
2. Allocutions

Intervenantes et intervenants :

Lucio Sansano, président du comité d'initiative

Jonas Lüthy, président des Jeunes Libéraux-Radicaux Suisse

Pauline Blanc, vice-présidente des Jeunes Libéraux-Radicaux Suisse

Monika Rühl, directrice d'economiesuisse

Prof. Dr Roland A. Müller, directeur de l'Union patronale suisse (UPS)

Urs Furrer, directeur de l'Union suisse des arts et métiers (USAM)

– Seule la version orale fait foi –

Les milieux économiques annoncent leur soutien à l'initiative des Jeunes Libéraux-Radicaux pour le frein à l'administration

Lors d'une conférence de presse organisée aujourd'hui sur la Place fédérale, les dirigeants des trois grandes associations économiques – economiesuisse, l'Union suisse des arts et métiers (USAM) et l'Union patronale suisse (UPS) – ont annoncé leur soutien à l'initiative des Jeunes Libéraux-Radicaux pour le frein à l'administration. Ainsi, l'initiative bénéficie non seulement du soutien d'une alliance transpartisane composée de parlementaires fédéraux du PVL, du Centre, du PLR et de l'UDC, mais également de celui de l'économie suisse. Au sujet du soutien apporté par les associations faîtières de l'économie, Jonas Lüthy, président des Jeunes Libéraux-Radicaux, déclare : « Le soutien fort et large de l'économie nous réjouit, mais il montre également à quel point il est urgent d'agir. La croissance incontrôlée de l'administration affaiblit durablement la place économique suisse. Le frein à l'administration met fin à cette spirale descendante. »

Plus de 36 000 obligations pour les entreprises suisses : la bureaucratie prend des proportions excessives

Le nombre d'obligations que les entreprises doivent respecter ne cesse d'augmenter : il est passé de 26 000 en 2007 à plus de 36 000 en 2025. C'est ce qu'a révélé le monitoring de la réglementation développé par le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) en collaboration avec l'institut de recherche BAK Economics. Urs Furrer, directeur de l'Union suisse des arts et métiers, en conclut : « La charge liée aux réglementations ne cesse d'augmenter et freine la compétitivité des entreprises et des PME. La bureaucratie imposée par la politique a pris des proportions excessives. Afin de préserver les principaux facteurs de réussite du modèle suisse, l'Union suisse des arts et métiers soutient l'initiative pour le frein à l'administration, qui constitue une mesure supplémentaire aux côtés du frein aux coûts de la réglementation pour les PME lancé par l'USAM au Parlement. »

La concurrence exercée par l'administration fédérale sur le secteur privé aggrave la pénurie de personnel qualifié

L'administration fédérale connaît non seulement une forte croissance de ses effectifs, mais verse également des salaires nettement plus élevés que le secteur privé. Même en comparaison avec les autres niveaux de l'État – les cantons et les communes –, la rémunération supérieure accordée par la Confédération est particulièrement marquée. Entre 2020 et 2022, le revenu brut moyen pour un poste à temps plein dans l'administration fédérale s'élevait à 124 611 francs, contre 97 845 francs dans le secteur privé. Même en affinant la comparaison et en ne comparant que des employés occupant des postes similaires, l'avantage salarial de la Confédération reste considérable. Une étude de l'IWP estime, sur la base de cette comparaison, à 11,7 % la prime salariale dont bénéficient les employés de la Confédération. Le professeur Roland A. Müller, directeur de l'Union patronale suisse, constate : « Les salaires élevés et la forte croissance de l'administration fédérale accentuent la concurrence déjà tendue pour attirer les talents, au détriment du secteur privé et, qui plus est, aux frais des contribuables. L'Union patronale suisse estime que, dans l'intérêt de l'économie suisse, des limites claires doivent être fixées à la croissance excessive de l'administration. C'est pourquoi nous soutenons avec conviction l'initiative des Jeunes Libéraux-Radicaux pour le frein à l'administration. »

30 milliards de francs de coûts bureaucratiques évitables : l'économie soutient le frein à l'administration

Une réglementation excessive et des coûts bureaucratiques élevés pèsent de plus en plus sur l'économie suisse. Une étude de BSS Volkswirtschaftliche Beratung AG (BSS) et de l'ifo Institut montre que d'autres États, notamment les pays scandinaves que sont la Suède et le Danemark, ont rendu leurs processus administratifs nettement plus efficaces et numériques. Si la Suisse avait procédé, il y a dix ans, à une réduction de la bureaucratie comparable à celle réalisée dans ces pays, le PIB par habitant serait aujourd'hui environ 5 % plus élevé. La comparaison montre que plus de 30 milliards de francs de coûts bureaucratiques pourraient être évités chaque année. La Suisse a donc clairement besoin d'agir. C'est précisément là qu'intervient le frein à l'administration. Monika Rühl, directrice de l'association faîtière de l'économie economiesuisse, souligne : « Le frein à l'endettement montre que des règles contraignantes peuvent efficacement limiter les incitations politiques à l'expansion. Le frein à l'administration suit la même logique. La Suisse a besoin d'un tel instrument institutionnel afin que la politique soit davantage incitée à rendre les processus des autorités plus efficaces et plus numériques. economiesuisse soutient donc le frein à l'administration comme une initiative en faveur d'une place économique suisse compétitive et tournée vers l'avenir. »

Pour sensibiliser la population au frein à l'administration : Les Jeunes Libéraux-Radicaux lancent un château gonflable de 100 m² en forme de Palais fédéral

Malgré l'importance considérable de la croissance excessive de l'administration, sensibiliser la population à ce thème, qui peut sembler aride au premier abord, reste un défi. Dans le cadre de leur initiative pour le frein à l'administration, les Jeunes Libéraux-Radicaux lancent donc un château gonflable en forme de Palais fédéral surdimensionné, ou plutôt une caricature du Palais fédéral, qui représente l'administration et la bureaucratie excessives générées par la politique. Le fait que ce château gonflable s'adresse principalement aux familles n'est pas un hasard. Jonas Lüthy, président des Jeunes Libéraux-Radicaux, commente : « La croissance excessive de l'administration met en danger certains des piliers essentiels du modèle suisse. Et préserver ces piliers, c'est aussi une responsabilité que nous avons envers les générations futures. C'est dans leur intérêt que nous avons besoin du frein aux dépenses administratives. Notre château gonflable du Palais fédéral va sillonner toute la Suisse. Il ouvrira ses portes aux jeunes comme aux moins jeunes, pour leur permettre d'échanger sur cette thématique lors de fêtes de village et d'autres manifestations publiques. »

Comment fonctionne le frein à l'administration

- Le frein à l'administration vise à ce que les dépenses de personnel de la Confédération ne puissent pas augmenter plus rapidement que les salaires de la population, ce qui empêcherait concrètement non seulement la croissance des effectifs, mais également les hausses salariales excessives.
- Le frein à l'administration s'applique à l'administration fédérale centrale et décentralisée, y compris aux conseillers externes.
- Le domaine des EPF ainsi que la Haute école fédérale en formation professionnelle sont exclus du frein à l'administration en raison de leur rôle important dans la réussite de la Suisse.
- Pour faire face à une situation exceptionnelle, l'Assemblée fédérale peut décider d'autoriser un dépassement de la limite de croissance. Une augmentation excessive des dépenses de personnel nécessite alors l'approbation de la majorité des membres de chacune des deux Chambres (majorité absolue).

Argumentaire, dossier de presse, visuels de campagne et images de la conférence de presse

En cliquant sur le bouton ci-dessous, vous trouverez notamment le texte de l'initiative, les images de la conférence de presse qui seront régulièrement mises en ligne, ainsi que le dossier de presse de la conférence de presse d'aujourd'hui, y compris les interventions des différents orateurs. Vous y trouverez également les visuels de campagne destinés à accompagner l'initiative.

Vos contacts :

Pauline Blanc, vice-présidente des Jeunes Libéraux-Radicaux Suisse
+41 79 917 61 46, pauline.blanc@jungfreisinnige.ch

Jonas Lüthy, président des Jeunes Libéraux-Radicaux Suisse
jonas.luethy@jungfreisinnige.ch

Monika Rühl, directrice d'économiesuisse
+41 79 301 70 47, monika.ruehl@economiesuisse.ch

Prof. Dr Roland A. Müller, directeur de l'Union patronale suisse
+41 79 220 52 29, roland.mueller@arbeitgeber.ch

Urs Furrer, directeur de l'Union suisse des arts et métiers
+41 79 215 81 30, u.furrer@sgv-usam.ch

Begrüssung und Einleitung zur Pressekonferenz

(Lucio Sansano, Präsident des Initiativkomitees)

Geschätzte Medienschaffende, sehr geehrte Damen und Herren

Ich begrüsse Sie herzlich zu dieser Pressekonferenz und danke Ihnen, dass Sie heute erschienen sind.

Es ist uns eine besondere Freude, Sie heute zur gemeinsamen Pressekonferenz mit den drei grossen schweizerischen Wirtschaftsverbänden economiesuisse, Schweizerischer Gewerbeverband (sgv) und Schweizerischer Arbeitgeberverband (SAV) willkommen zu heissen, an der wir zugleich unser zentrales Kampagneninstrument – Sie erahnen es mit einem vorsichtigen Blick hinter uns – vorstellen dürfen.

Ich darf Ihnen nun die heutigen Referentinnen und Referenten vorstellen. An der Pressekonferenz werden zu Ihnen sprechen:

Jonas Lüthy, Präsident der Jungfreisinnigen Schweiz,
Pauline Blanc, Vizepräsidentin der Jungfreisinnigen,
Monika Rühl, Direktorin von economiesuisse,
Prof. Roland A. Müller, Direktor des Schweizerischen Arbeitgeberverbands,
Urs Furrer, Direktor des Schweizerischen Gewerbeverbands.

Und damit übergebe ich das Wort an den Präsidenten der Jungfreisinnigen Schweiz, Jonas Lüthy.

Gemeinsam für die Verwaltungsbremse *(Jonas Lüthy, Präsident Jungfreisinnige Schweiz)*

Geschätzte Medienschaffende

Der Schweizer Staat hat in den letzten Jahren sichtbar an Gewicht zugelegt. Nicht jede einzelne Zunahme mag problematisch erscheinen – aber in der Summe macht sie ihn schwerfällig.

Zur Erinnerung: Allein die zentrale Bundesverwaltung ist in den vergangenen Jahren stark gewachsen. Zwischen 2010 und 2024 wurden über 5'600 zusätzliche Vollzeitstellen geschaffen, was einem Anstieg von 17,0 % entspricht. Noch ausgeprägter fiel das Wachstum bei den Ausgaben für Personal, Berater und externe Dienstleistungen aus: Diese stiegen von 5,4 Milliarden Franken im Jahr 2010 auf 7,1 Milliarden Franken im Jahr 2024. Das entspricht einer Zunahme von insgesamt 32,0 % über 14 Jahre.

Was wir heute beobachten, ist kein gesundes Wachstum mehr, sondern ein strukturelles Übergewicht der Bundesverwaltung.

Dies veranschaulicht auch die auf rund 100 m² stehende Bundeshaus-Hüpfburg, die ein übergewichtiges Bundeshaus darstellt, das Sie auch in unserem Kampagnensujet wiederfinden. Sie zeigt das Problem, eine ausufernde Verwaltung, und benennt zugleich den richtigen Schuldigen: die Politik. Das übermässige Verwaltungswachstum ist politisch entschieden, durch immer mehr Aufgaben und Regularien, die die Politik beschliesst. Während die Schuldenbremse sicherstellt, dass Einnahmen und Ausgaben im Gleichgewicht bleiben, untersteht das Verwaltungswachstum heute nicht direkt einem Balanceinstrument. Das ändert die Verwaltungsbremse. Sie sorgt für Gleichgewicht statt Übergewicht.

Dass sich eine Hüpfburg hinsichtlich ihrer Anspruchsgruppe vor allem an Familien richtet, ist dabei kein Zufall. Das übermässige Wachstum der Verwaltung untergräbt zentrale Erfolgsfaktoren des Schweizer Modells, dessen Erhalt stets auch ein Versprechen an künftige Generationen war. In deren Interesse ist die Verwaltungsbremse. Unsere Bundeshaus-Hüpfburg wird durch die ganze Schweiz touren, was Tür und Tor öffnen wird, um mit Jung und Alt an Dorffesten oder anderen gesellschaftlichen Veranstaltungen über die Thematik zu sprechen. Ich freue mich darauf.

Ich freue mich ebenfalls, dass es gelungen ist, hinter der Verwaltungsbremse bereits jetzt eine so breite Allianz aufzustellen. Einerseits – das ist seit der Lancierung bekannt – stehen Bundesparlamentarier von der GLP über die Mitte und die FDP bis zur SVP hinter dem Anliegen. Andererseits – und das freut mich heute ganz besonders – darf ich heute mit den Spitzen der drei Wirtschaftsdachverbände zu Ihnen sprechen, da die vereinte Wirtschaft beschlossen hat, die Verwaltungsbremse zu unterstützen.

Die breite Unterstützung unterstreicht einerseits die Notwendigkeit, andererseits aber vielmehr auch die Abstützung des Lösungsansatzes.

Der Fall ist klar: Die Schweiz braucht eine Verwaltungsbremse. Und wir setzen uns mit vollem Engagement, nun noch mit Hüpfburg, dafür ein, dass sie eine bekommt.

Herzlichen Dank für Ihre Aufmerksamkeit. Ich übergebe jetzt sehr gerne an die Vizepräsidentin der Jungfreisinnigen Schweiz, Pauline Blanc.

L'économie se range derrière le frein à l'administration.

(Pauline Blanc, vice-présidente des Jeunes Libéraux-Radicaux Suisse)

Mesdames et Messieurs les représentants des médias,

Ces dernières années, l'État suisse a pris du poids. Chaque augmentation prise isolément peut ne pas sembler problématique – mais, mises bout à bout, elles rendent l'Etat de plus en plus lourd et difficile à manœuvrer.

Pour rappel : ces dernières années, l'administration fédérale centrale a elle aussi fortement grandi. Entre 2010 et 2024, plus de 5'600 postes à plein temps supplémentaires ont été créés, soit une hausse de 17 %. Et ce n'est pas tout. Les dépenses de personnel et de prestations externes ont augmenté encore davantage. Elles sont passées de 5,4 milliards de francs en 2010 à 7,1 milliards en 2024. Cela représente une hausse de 32 % en seulement 14 ans.

Ce que nous observons aujourd'hui n'est plus une croissance saine de l'administration. C'est une administration fédérale devenue structurellement trop lourde.

Notre château gonflable de près de 100 mètres carrés représentant le Palais fédéral, illustre parfaitement ce phénomène. Vous pourrez d'ailleurs également la retrouver sur notre site de campagne. Elle montre le problème – une administration qui déborde – et désigne en même temps les véritables responsables : le monde politique.

Cette croissance excessive est le résultat de décisions politiques. À chaque nouvelle tâche, à chaque nouvelle réglementation, l'administration grandit un peu plus. Le frein à l'endettement veille déjà à ce que les recettes et les dépenses restent équilibrées. Mais aujourd'hui, rien ne limite directement la croissance de l'administration. C'est précisément ce que nous voulons changer avec le frein aux dépenses administratives. Il doit garantir l'équilibre, plutôt que laisser l'administration continuer à se développer sans limite.

Ce n'est pas un hasard si ce château gonflable s'adresse avant tout aux familles. La croissance excessive de l'administration met en danger certains des piliers essentiels du modèle suisse. Et préserver ces piliers, c'est aussi une responsabilité que nous avons envers les générations futures. C'est dans leur intérêt que nous avons besoin du frein aux dépenses administratives.

Notre château gonflable du Palais fédéral va sillonner toute la Suisse. Il ouvrira ses portes aux jeunes comme aux moins jeunes, pour leur permettre d'échanger sur cette thématique lors de fêtes de village et d'autres manifestations publiques. Et je m'en réjouis.

Je me réjouis également de voir qu'une alliance aussi large s'est formée autour du frein aux dépenses administratives. D'un côté – et cela est connu depuis le lancement de la campagne –, des parlementaires fédéraux, du PVL au PLR, en passant par Le Centre et l'UDC, soutiennent cette initiative. De l'autre – et cela nous enthousiasme particulièrement –, nous avons le plaisir de pouvoir compter sur le soutien des présidents des trois principales associations économiques fédérales, qui ont eux aussi décidé de soutenir le frein aux dépenses administratives.

Ce large soutien montre, d'une part, que cette mesure est nécessaire, mais surtout qu'elle apporte une réponse solide au problème.

Je vous remercie vivement de votre attention. J'ai maintenant le plaisir de céder la parole à Monika Rühl, directrice d'économiesuisse.

Der Wirtschaftsstandort Schweiz braucht die Verwaltungsbremse

(Monika Rühl, Direktorin economiesuisse)

Geschätzte Medienschaffende

Die internationalen Unsicherheiten setzen die Schweizer Unternehmen spürbar unter Druck. Gleichzeitig wächst die Regulierungs- und Bürokratielast für die Unternehmen stetig.

Eine Studie der BSS Volkswirtschaftliche Beratung AG (BSS) und des ifo Instituts im Auftrag von economiesuisse hat zudem gezeigt, dass andere Staaten, etwa die skandinavischen Länder Schweden und Dänemark, ihre Verwaltungsprozesse deutlich effizienter und digitaler gestalten. Hätte die Schweiz vor zehn Jahren eine international vergleichbare Entbürokratisierung umgesetzt, läge das Pro-Kopf-BIP heute rund 5 Prozent höher. Der Vergleich zeigt, dass über 30 Milliarden Franken an Bürokratiekosten jedes Jahr vermeidbar wären.

Die Wirtschaft braucht deshalb jetzt spürbare Entlastung. Und es braucht einen effizienten und handlungsfähigen Staat. Genau hier setzt die Verwaltungsbremse an. Die Initiative ist pragmatisch und vernünftig: Die Personalausgaben der Bundesverwaltung sollen künftig nur noch im Gleichschritt mit den Löhnen der Bevölkerung wachsen. Die Initiative schafft so einen dringend nötigen Gegenakzent zum anhaltenden Staatswachstum und zum steigenden Ausbau von Bürokratie und Regulierung.

Die vorgeschlagene Verwaltungsbremse setzt richtige Anreize: Parlament und Verwaltung werden stärker gefordert sein, bestehende Regulierungen kritisch zu überprüfen, Verfahren zu vereinfachen und unnötige administrative Belastungen abzubauen.

Die Schuldenbremse zeigt, dass verbindliche Regeln politische Expansionsanreize wirksam begrenzen. Die Verwaltungsbremse folgt derselben Logik. Die Schweiz braucht ein solches institutionelles Instrument, damit die Verwaltung nicht mehr schneller wächst als die Gesamtwirtschaft und damit die Politik verstärkte Anreize hat, die Prozesse der Behörden effizienter und digitaler zu gestalten. economiesuisse unterstützt deshalb die Verwaltungsbremse als Initiative für einen wettbewerbsfähigen und zukunftsfähigen Wirtschaftsstandort Schweiz.

Herzlichen Dank. Ich übergebe hiermit gerne an Roland A. Müller, Direktor des Schweizerischen Arbeitgeberverbands.

Ja zur Verwaltungsbremse – im Interesse der Schweizer Volkswirtschaft *(Prof. Roland A. Müller, Direktor Schweizerischer Arbeitgeberverband)*

Geschätzte Medienschaffende

Lassen Sie mich gleich Klartext reden: Wenn nichts zur Begrenzung des Personalwachstums in der Bundesverwaltung passiert, wird sich der Fachkräftemangel in der Privatwirtschaft in den kommenden Jahren weiter verschärfen. Ein grösserer Verwaltungsapparat und eine zunehmende Regulierungsdichte gehen historisch Hand in Hand, und beides erhöht den Druck auf jene Betriebe, die täglich im Wettbewerb bestehen müssen.

Eine zentrale Problematik liegt dabei in der Lohnprämie der öffentlichen Verwaltung. Wenn vergleichbare Beschäftigtenprofile gegenübergestellt werden, resultiert gemäss einer Studie des Instituts für Wirtschaftspolitik Luzern ein signifikanter Lohnvorteil des Bundes in der Grössenordnung von 12 Prozent. Der Bund zahlt somit nicht allein deshalb höhere Löhne, weil er überdurchschnittlich viele hochqualifizierte Fachkräfte beschäftigt – selbst bei vergleichbaren Profilen verbleibt ein substanzieller Aufschlag. Jedes zusätzliche Vollzeitäquivalent in der Bundesverwaltung kann zu neuen Auflagen, Berichten oder Kontrollen führen.

Anders gesagt: Der Staat steht weniger unter Lohndruck als die Privatwirtschaft, hat jedoch Zugang zu denselben Fachkräften. Und wenn der Staat auf Kosten der Steuerzahlenden systematisch höhere Löhne bezahlt als die Privatwirtschaft, handelt es sich nicht um fairen Wettbewerb, sondern um eine Verzerrung des Arbeitsmarkts. Daraus resultiert ein struktureller Wettbewerbsvorteil des Staates, der es der Privatwirtschaft schwer macht, Talente für sich zu gewinnen. Die Verwaltungsbremse gleicht den Wettbewerb wieder aus, indem sie das Wachstum der Personalausgaben an die Entwicklung des Medianlohns koppelt. Der dadurch entstehende Finanzdruck wird das Lohnniveau in der Verwaltung langfristig näher an jenes der Privatwirtschaft heranführen.

Lassen Sie mich zusammenfassen: Der Arbeitgeberverband ist der Auffassung, dass im Interesse der Schweizer Volkswirtschaft dem übermässigen Verwaltungswachstum klare Grenzen gesetzt werden müssen. Deshalb unterstützen wir die Verwaltungsbremse-Initiative der Jungfreisinnigen mit Nachdruck.

Herzlichen Dank. Ich übergebe hiermit gerne an Urs Furrer, den Direktor des Schweizerischen Gewerbeverbands (sgv).

Die Verwaltungsbremse:

Eine nötige Ergänzung zur Schuldenbremse und zur Regulierungsbremse

(Urs Furrer, Direktor Schweizerischer Gewerbeverband sgv)

Der Schweizerische Gewerbeverband sgv unterstützt die Verwaltungsbremse-Initiative voll und ganz. Diese Initiative bettet sich ein in die übrigen Massnahmen, die nötig sind, damit der Bund nicht weiter zunimmt. Massnahmen, die den Staat dazu bringen, sich auf seine unverzichtbaren Aufgaben zurückzubedenken.

Wie die bewährte Schuldenbremse sorgt die Verwaltungsbremse dafür, dass der Staat nicht übertreibt. Das schützt die Bevölkerung und das Gewerbe davor, die Zeche für eine übergewichtige Verwaltung bezahlen zu müssen. Die Initiative reiht sich aber auch in die jahrelangen Aktivitäten des Schweizerischen Gewerbeverbands sgv zur Verhinderung eines zu stark wachsenden staatlichen Fussabdrucks in der Regulierung ein.

2010 verabschiedete der Schweizerische Gewebekongress in Lugano eine Resolution zur systematischen Messung und Senkung der Regulierungskosten. Jahre später trat das vom sgv initiierte Unternehmensentlastungsgesetz in Kraft. Und in der Frühlingssession 2026 nahmen beide Räte eine – ebenfalls vom sgv initiierte – Motion zur Einführung einer KMU-Regulierungskostenbremse an. Bei der Benennung dieses Instruments haben wir das Wort „KMU“ bewusst verwendet. Denn KMU werden durch Regulierungen viel stärker belastet als Grossunternehmen.

Nebst der Schuldenbremse und der KMU-Regulierungskostenbremse braucht es auch eine Verwaltungsbremse. Denn Bundesämter haben ein Eigeninteresse an der Regulierung: Damit erhöhen sie ihren Einfluss und ihr Budget. Darum braucht es auch Massnahmen beim Personalbudget. Das verlangt der sgv schon länger. Zum Beispiel im Positionspapier des sgv zu den öffentlichen Finanzen oder in der Vernehmlassung zu den neuen Verträgen mit der EU. Auch mit diesen Verträgen ist die Gefahr einer Vergrösserung der Aufgaben und des Einflusses der Bundesverwaltung.

Mit den Löhnen und Anstellungsbedingungen des Bundes können heute nur noch Grosskonzerne und bundesnahe Betriebe mithalten. KMU können das schon lange nicht mehr. Das verzerrt den Arbeitsmarkt. Und das benachteiligt unsere KMU.

Gleichzeitig bläht sich der Bund unaufhaltsam auf. Immer mehr Staatsangestellte befassen sich mit immer mehr unnötigen Tätigkeiten. Und diese Tätigkeiten verursachen ständig neuen Aufwand in den Betrieben. Jüngstes Beispiel: Der Bundesrat will ein sog. «Bundesgesetz über die nachhaltige Unternehmensführung». Das wäre eine weitere Spielwiese für hochbezahlte Leute in Verwaltung, Aufsichtsbehörden, Compliance-Abteilungen, Beratungsagenturen etc. Alles, ohne auch nur einen Rappen Wertschöpfung zu generieren.

Klar: Die Initiative für eine Verwaltungsbremse alleine kann diese unheilvolle Entwicklung nicht stoppen. Denn das, was die Initiative verlangt, ist eigentlich nichts weiter als eine Selbstverständlichkeit: Die Personalausgaben der Bundesverwaltung sollen nicht stärker steigen als der Schweizer Medianlohn. Das ist ein mildes Rezept.

Aber es ist ein richtiges Rezept. Deshalb verdient die Initiative die volle Unterstützung der Wirtschaftsverbände.

Herzlichen Dank. Nun übergebe ich für die Fragerunde gerne an den Präsidenten der Jungfreisinnigen, Jonas Lüthy.